

# Lutte de classe

## Bernard Thibault briseur de grève : dehors !

Alors que la grève illimitée a démarré à la SNCF, à la RATP et à EDF-GDF sur l'exigence du maintien des 37,5 annuités, Thibault a proposé au gouvernement d'ouvrir des "cycles de négociation avec les directions d'entreprises et les représentants de l'Etat sur chacun des régimes spéciaux" ce qui aurait pour conséquence de briser l'unité des travailleurs concernés.

En réalité, Thibault n'a fait que reprendre une proposition formulée à maintes reprises par le gouvernement comme l'a confirmé Fillon sur TF1 : "*Je suis satisfait d'entendre que Bernard Thibault et la CGT, qui pour le moment ne voulaient pas entrer dans ce cycle de négociations, semblent d'accord maintenant pour le faire*".

Pire encore, dans un communiqué, la direction de la CGT a insisté sur le fait qu'une "*phase de négociation crédible suppose un délai d'au moins un mois*", ce qui signifie que la grève doit cesser immédiatement pour au moins un mois !

Bien entendu Fillon s'est réjoui sur TF1 que Thibault se pose ouvertement en briseur de grève : "*Avec le président de la République, dès que nous avons appris cette proposition, nous avons demandé à Xavier Bertrand de recevoir cette nuit, d'ici demain matin, toutes les autres organisations pour recueillir leurs propositions et voir comment on peut dans les meilleurs délais faire cesser cette grève et rentrer dans ce cycle de négociations que le gouvernement appelle de ses vœux*".

Pour le ministre du Travail : "*L'actualité*" est maintenant aux "*négociations dans les entreprises*", ce qui va permettre de justifier la division orchestrée par les dirigeants traîtres des différents syndicats.

Voyons de quelle manière le PS soutient le gouvernement après la déclaration de son bureau nationale affirmant : "*Le Parti socialiste apporte son soutien aux salariés en grève contre une offensive gouvernementale qui annonce pour demain la même méthode et les mêmes objectifs pour l'ensemble des salariés de ce pays*", alors qu'à de multiples reprises les dirigeants du PS ont affirmé que le passage à 40 annuités était indispensable.

Ils n'ont pas perdu de temps pour le confirmer une nouvelle fois

Pour réformer les retraites, J. Dray a affirmé que "les efforts sont à demander à tous les Français, et d'abord aux plus fortunés", donc y compris aux nantis qui ne cotisent que pendant 37,5 annuités aujourd'hui !

Royal a déclaré : "*Je ne me réjouis pas de voir un pays en grève*", tenant exactement le même discours que Sakozy et Fillon. Elle a déclaré à l'AFP : "*Bien sûr qu'il faut faire la réforme des régimes spéciaux*", en ajoutant "*mais cela ne va pas régler tout le problème des retraites. Il faut faire la réforme petit à petit pour que tout le monde cotise quarante ans, sauf*

*les professions les plus pénibles*", petit à petit, entreprise par entreprise comme le préconisait le gouvernement rejoint par Thibault.

Dans un communiqué M. Vidalies a clairement indiqué que le PS ne se prononçait pas pour le retrait de cette contre-réforme, puisque selon lui, elle serait négociable : *"Alors que les organisations syndicales ont encore aujourd'hui renouvelé leur volonté de négocier, François Fillon n'a rien à proposer pour débloquer ce conflit"*.

Dans un autre communiqué, Stéphane Le Foll, directeur de cabinet de Hollande, a souligné que cette position était bien celle de l'ensemble du PS *"favorable à l'ouverture de réelles négociations"*, il constatait mardi soir, *"alors que la grève a débuté, que le gouvernement accepte enfin les propositions faites par les syndicats, et en particulier, celles de la CGT"*, alors qu'en réalité les 37,5 annuités ne sont pas négociables et que la CGT n'a fait que reprendre une proposition du gouvernement pour briser la grève.

Pour que les choses soient parfaitement claires, le PS a enfoncé le clou en martelant qu'il soutenait le gouvernement

Jugeant que *"trop de temps"* avait cependant été *"perdu au détriment de tous les salariés"*, comme si cette contre-réforme avait été demandée par les travailleurs, le PS a déclaré attendre *"du gouvernement qu'il s'engage sincèrement dans ces négociations"*, et a réaffirmé son *"soutien"* aux différentes organisations syndicales pour qu'elles *"trouvent les modalités les plus appropriées pour sortir de la crise et offrir aux salariés les contreparties nécessaires et justes à la réforme du contrat de travail"*, confirmant encore qu'il jugeait la contre-réforme du contrat de travail *"nécessaire"*.

A bas le PS ! Aucune unité n'est possible avec ce parti bourgeois, elle aurait valeur de trahison.

Pendant ce temps là, dans un communiqué diffusé mardi, la Ligue communiste révolutionnaire affirmait : *"L'urgence est à la solidarité active de tous les partis de gauche avec les grévistes et leurs revendications"*, elle a appelé l'ensemble des formations de gauche à *"organiser rapidement la solidarité et une initiative commune de tous les partis, sans exclusive, de soutien aux grévistes, à leurs revendications, de soutien aux mobilisations sociales engagées contre la politique de régression sociale du gouvernement en place"*, c'est à-dire y compris avec le PS, inacceptable !

On ne peut pas réaliser l'unité avec un parti qui participe au gouvernement et qui a soutenu l'ensemble des mesures antisociales de tous les gouvernements depuis plusieurs décennies, et qui plus est, ne cessent d'affirmer que la liquidation des 37,5 annuités est nécessaire, point de passage obligé pour avancer vers 41 puis 42 annuités pour tous.

Le dialogue social a pour principale fonction d'associer les syndicats aux lois réactionnaires du gouvernement afin de les légitimer auprès des travailleurs. La rupture des relations avec le gouvernement et le Medef est donc une exigence non négociable.

Sur le plan des revendications qui concernent les mouvements sociaux en cours, les 37,5 annuités ne sont pas négociables, tout comme l'abrogation de la loi sur l'autonomie des universités. C'est la seule position correcte et nous n'en bougerons pas.

On comprend que le gouvernement et les dirigeants syndicaux espèrent encore pouvoir briser la grève des agents de la SNCF, de la RATP, d'EDF et de GDF avant qu'ils ne réalisent leur jonction avec les étudiants. D'où l'importance des comités de grève pour contrôler la grève et empêcher que les dirigeants syndicaux ne la pourrissent.

Finalement, on peut interpréter ainsi la dernière position de la direction de la CGT : l'initiative de Thibault signifie qu'il n'était pas sûr de pouvoir contrôler cette grève dans les jours à venir après la grève massivement suivie du 18 octobre dernier, surtout si des comités de grève se mettaient en place à travers tout le pays. C'est pour éviter que ce processus ne se mette en place et ne se développe qu'il a repris au dernier moment la proposition du gouvernement de "*négozier*" entreprise par entreprise la liquidation des régimes spéciaux de retraite, pour briser net cette grève.

(source : Reuters, AFP et AP 13.11)